



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

## Financement

Question écrite n° 46251

### Texte de la question

M. Philippe Langenieux-Villard attire l'attention de M. le ministre du travail et des affaires sociales sur la non-parution de plusieurs textes d'application relatifs à la loi du 6 mai 1996 portant réforme du financement de l'apprentissage. Cette loi vise notamment à accroître et à mieux répartir les moyens financiers consacrés à l'apprentissage. Mais elle reste pour une grande partie inopérante et la collecte 1997 de la taxe d'apprentissage ne peut être organisée en l'absence des précisions attendues sur l'évolution du quota, la part de la contribution obligatoire au profit de l'établissement d'accueil et la mise en place des mécanismes de péréquation visant à une meilleure répartition des ressources. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer dans quels délais les dispositions d'application de cette loi seront publiées.

### Texte de la réponse

L'honorable parlementaire attire l'attention du ministre du travail et des affaires sociales sur l'état d'avancement des textes d'application de la loi no 96-376 du 6 mai 1996 portant réforme du financement de l'apprentissage. Celui-ci est le suivant : en premier lieu, le décret portant relèvement du quota de la taxe d'apprentissage de 20 à 40 % de cette taxe a été publié au Journal officiel du 8 décembre dernier (décret no 96-1056 du 5 décembre 1996). Un second décret a été transmis au Conseil d'Etat et sera publié prochainement : il fixera à 20 % le montant de la fraction du quota affectée au financement de la péréquation nationale, et à 2 500 francs le montant minimal de la contribution de l'entreprise au CFA ou est inscrit l'apprenti, sachant que ce montant minimal s'appréciera dans la limite du quota dont est redevable l'entreprise. Enfin, un texte législatif doit déterminer les conditions dans lesquelles sera effectuée la péréquation nationale de la taxe d'apprentissage prévue à l'article L. 118-2-2 nouveau du code du travail. Il sera soumis par le Gouvernement au Parlement au premier semestre 1997.

### Données clés

**Auteur :** [M. Langenieux-Villard Philippe](#)

**Circonscription :** - RPR

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 46251

**Rubrique :** Apprentissage

**Ministère interrogé :** travail et affaires sociales

**Ministère attributaire :** travail et affaires sociales

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 16 décembre 1996, page 6560

**Réponse publiée le :** 3 février 1997, page 599